

Le chef de la politique Étrangère de l'UE attaque le propos de l'apartheid israélien

Description

Par Ali Abunimah, le 27 mai 2020

Quelques voix rares ont été exprimées au Parlement européen mardi lorsque Mick Wallace, député irlandais, a parlé de l'apartheid israélien et de la manière dont le [sionisme](#) est un « projet colonialiste ».

Un important groupe de pression israélien a été alarmé par cette flamboyante incontrôlée de langage honnête et exact a rapidement condamné les déclarations de Wallace comme « tant ignobles ».

[L'Institut transatlantique AJC pro-guerre](#), la branche bruxelloise du Comité juif américain, a demandé que le groupe parlementaire de gauche de Wallace « retire » ses propos.

« Ignoble. @wallacemick appelle le sionisme, le mouvement politique pour la libération et l'autodétermination du peuple juif, un « projet colonialiste ».

Une telle délégitimation de l'Israël n'a pas sa place au Parlement européen. Nous appelons @GUENGL à retirer ces propos. @JosepBorrellF pic.twitter.com/zOwS0Dm4eV

[« Transatlantic Inst. \(@AJCTAI\) May 26, 2020 »](#)

Wallace s'est exprimé à [une audition de la sous-commission du Parlement sur la sécurité et la défense](#), où il a interrogé le chef de la politique étrangère européenne, [Josep Borrell](#), à propos de l'« échec du bloc des 27 nations à faire rendre des comptes à Israël ».

Le député irlandais a [souligné l'annexion](#) prévue par Israël de larges portions de la Cisjordanie occupée.

Wallace a [rappelé](#) Borrell que le 4 février, l'UE avait averti Israël que « des mesures vers une annexion, si elles étaient mises en œuvre, ne pourraient être acceptées sans opposition ».

« Maintenez-vous cette déclaration ? », a questionné Wallace, et il a demandé si les contre-mesures de l'UE incluraient la suspension de l'Accord d'association entre [l'UE et Israël](#) « un général accord d'échange commercial et de coopération » « dont la validité est basée sur le respect par Israël des droits humains et du droit international ».

« Si Israël procède de nouvelles annexions du Territoire occupé de #Palestine, est-ce que l'UE suspendra l'Accord d'association qui est basé sur le respect par Israël des droits humains + Droit international ? Ou l'UE fera-t-elle marche arrière + permettra-t-elle à Israël d'achever la colonisation de la Palestine ? pic.twitter.com/OQB0KMWRKG

[â?? Mick Wallace \(@wallacemick\) May 27, 2020 Â»](#)

Wallace a aussi indiqué une autre [contradiction flagrante](#) dans la politique de l  UE : Â« Pourquoi l  UE a-t-elle restreint les exportations et importations de la Crimée, qu  elle considère comme un territoire annexé illégalement, alors qu  elle continue d  autoriser Israël    exporter des biens provenant des territoires palestiniens et syriens illégalement annexés et occupés ? Â»

   Projet colonialiste   

Le député irlandais a formulé de plus larges critiques sur le fait que l  UE insiste sur la solution    deux   tats qui est un échec.

   Ne serait-ce pas formidable si nous avions vraiment un état démocratique pour les juifs et les Palestiniens entre le Jourdan et la Méditerranée ? Â» a demandé Wallace.

   Actuellement, la solution    deux   tats est morte, l    tat unique [qui existe] est un état d  apartheid. Le sionisme est un projet colonialiste Â».

Borrell a éludé les questions spécifiques de Wallace, mais a reconnu qu  il y a une profonde division    l  int  rieur du bloc.

Si tous les gouvernements de l  UE sont fermement pro-Israël, il y a de légères nuances.

Borrell a indiqué que 25 des 27 gouvernements avaient approuvé une [déclaration récente](#) selon laquelle l  annexion israélienne de territoires occupés serait contraire au droit international.

Mais deux pays    [l  Autriche et la Hongrie](#)    ont refusé de la signer.

Même ainsi, la déclaration soutenue par les 25 [omet de lancer un avertissement](#)    propos de conséquences spécifiques concernant les [montants énormes](#) de soutien de l  UE dont bénéficie Israël.

Les Palestiniens demandent des sanctions

Lors de l  audition de mardi, Borrell ne s  est pas laissé entraîner sur les sanctions qu  Isra  l pourrait subir.

Il a promis que l  UE    engagerait toutes nos capacités diplomatiques afin d  emp  cher    l  annexion mais que si Israël la poursuivait,    nous devrons étudier soigneusement [quelle] pourrait être la réponse    la fois au niveau gouvernemental et au niveau de là[UE]   .

Pour l  instant, a-t-il ajouté,    je pense qu  il est bon de ne pas anticiper les   v  nements, seulement de dire clairement ce que nous avons déjà dit   .

Cela inspire peu de confiance puisque depuis des décennies, les    capacités diplomatiques    de l  UE se sont réduites    d  occasionnels b  alements    d  inqui  tude       propos des actions d  Isra  l, tout en continuant    l  arroser d    changes commerciaux et d  assistance.

En attendant, les Palestiniens ont intensifié leurs demandes de mesures réelles pour faire rendre des comptes à Israël.

La semaine dernière, des dizaines d'organisations de la société civile palestinienne, dont des associations professionnelles, des syndicats, des groupes de défense des droits humains et de revendications, ont publié un [appel aux gouvernements](#) pour qu'ils adoptent *« des contre-mesures effectives, y compris des sanctions »*, afin de *« stopper l'annexion illégale de la Cisjordanie occupée par Israël et les graves violations des droits humains »*.

Leurs demandes incluent un embargo sur les armes et la coopération militaire, la suspension des accords de libre échange et une interdiction de commerce avec les colonies d'Israël sur le territoire palestinien occupé.

Ils appellent aussi les gouvernements à *« garantir que les individus et les acteurs institutionnels responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans le contexte du régime d'occupation illégale et d'apartheid d'Israël soient traduits en justice »*.

Ali Abunimah, cofondateur de The Electronic Intifada, est l'auteur de The Battle for Justice in Palestine, paru chez Haymarket Books. Il a aussi écrit : One Country: A Bold Proposal to end the Israeli-Palestinian Impasse. Les opinions exprimées sont les siennes seules.

Traduction : CG. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date création
2020/05/29